

---

**Réglementation temporaire**  
**Autorisant l'occupation du domaine public**  
**Travaux de bardage avec nacelle**  
**11 rue de la Chalotais**

---

**PM\_A\_26\_143 RF**

Le Maire de Pacé,

- Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L.2212-2 et suivants ;
- Vu le Code de la Route, annexé à l'ordonnance du 22 septembre 2000, modifiée par une ordonnance du 21 décembre 2000 et d'un décret du 22 mars 2001, notamment ses articles R 411-8, R 411-25 et suivants ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'article 133 du livre I – 8ème partie (signalisation temporaire) ;
- Vu la délibération n° 14/20 du 22 mars 2022 prévoyant les modalités d'occupation du domaine public ;
- Vu l'arrêté PM\_A\_22\_263 en date du 25 octobre 2022, réglementant le stationnement sur l'ensemble de la commune de Pacé ;
- **CONSIDÉRANT** la demande présentée par **M Antonin Durand, représentant l'entreprise CMCO 2 rue de la Haie de Terre 35650 Le Rheu,**
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de réglementer l'utilisation du domaine public dans le but de garantir la sécurité de tous.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre des travaux de bardage avec nacelle au 11 rue de la Chalotais à Pacé, l'entreprise CMCO est autorisée à occuper le domaine public pour la pose d'une nacelle au droit du chantier.

La nacelle devra être retiré de l'espace public le samedi 27 juin et le dimanche 28 juin 2026.

**Le demandeur mettra un barriérage et la signalisation adéquate afin de neutraliser la piste cyclable entre le bac à verre jusqu'à l'extrémité du terre-plein pour les besoins du chantier.**

Les usagers devront emprunter la voie de circulation.

Le cheminement piéton sera dévié sur le trottoir opposé.

**ARTICLE 2**

Tout danger, même temporaire, sera signalé à l'attention du public.

Ces prescriptions seront applicables **du lundi 22 juin 2026, de 07h au vendredi 26 juin 2026, 18h00 et du lundi 29 juin 2026, 8h au vendredi 3 juillet 2026, 18h.**



### ARTICLE 3

Cet arrêté prendra effet dès que la signalisation sera mise en place par le demandeur.

Toutes dispositions seront prises pour éviter les accidents par chute de matériaux pour tout motif aux ouvriers et usagers de la voie publique. Il sera, notamment établi des bardages verticaux ainsi que des voiles plastiques pare-poussières (si nécessaire).

Tout danger, même temporaire, sera signalé à l'attention du public.

### ARTICLE 4

En contrepartie de l'occupation du domaine public communal, par l'entreprise **CMCO**, versera à la ville de Pacé une redevance calculée comme suit :

Surface occupée	Tarif applicable	Durée	Frais de dossier	Redevance totale	Exonération	REDEVANCE DUE
70 m <sup>2</sup>	0,32€/j/m <sup>2</sup>	10jours	9.50€	233.50€	non	233.50 €

### ARTICLE 5

Le présent arrêté est accordé sous réserve des droits des tiers. Il sera périmé de plein droit s'il n'en a pas été fait usage dans le délai cité dans l'article 2. L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

### ARTICLE 6

Le pétitionnaire est averti qu'il doit se conformer aux prescriptions du présent règlement ainsi qu'aux dispositions du code de Police et Arrêtés Municipaux en vigueur.

En cas d'infraction, le pétitionnaire sera poursuivi devant la juridiction compétente.

### ARTICLE 7

Monsieur le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

### ARTICLE 8

- M<sup>me</sup> la Directrice Générale des Services de la ville de Pacé,
- M. le Commandant de Brigade de la Gendarmerie de Pacé,
- M. le Chef de la Police Municipale de Pacé,
- **M Antonin Durand, représentant l'entreprise CMCO,**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pacé, le 08 juin 2026,

Le Maire,

M Le Maire **DEPOUEZ**  
et Vilain

